



Fiche 11 « Bonnes pratiques » - Exemples de bonnes pratiques qui intègrent la composante du genre

1. Intégration de la dimension du genre par le biais d'une formation pour les acheteurs publics (Munich, Allemagne)¹

Contexte

La Ville de Munich est signataire de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans les villes locales. Initiée par le Conseil des Communes et Régions d'Europe, cette charte comprend un certain nombre de mesures dans différents domaines, dont les marchés publics. Dans ce cadre, le bureau d'achat de la ville de Munich, qui gère la plupart des achats (hors travaux de construction), a reçu le mandat d'inclure des objectifs d'égalité des sexes dans ses processus d'achat.

Objectifs de la procédure d'appel d'offres

En utilisant des exemples de marchés publics tenant compte **de la dimension du genre dans le matériel de formation destiné à la fois aux acheteurs et au personnel administratif**, la ville de Munich vise à intégrer des approches sensibles au genre dans les marchés publics.

Description de la procédure

Tant les supports de formation destinés aux acheteurs que ceux destinés au personnel administratif au sens large utilisent des exemples d'égalité des sexes pour expliquer les différentes phases du cycle de passation des marchés.

Plus précisément, les exemples de clauses intégrant l'égalité des sexes pendant l'exécution du contrat sont par exemple :

- Des critères incluant **l'application de quotas de genre ou de quotas d'égalité pendant l'exécution du contrat** (par ex. avec une pondération de 20 % en fonction de la note attribuée dans les critères d'attribution).
- **L'exigence minimale d'un quota d'égalité obligatoire**; il devient donc un élément contraignant du contrat lorsque l'offre est attribuée.

Base légale

- Directive 2014/24/UE, article 18(2) (indiquant que le droit social et le droit du travail applicables, y compris les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, doivent être respectés dans l'exécution des marchés publics), article 67 (indiquant que les critères d'attribution peuvent porter sur des questions sociales) et l'article 70 (qui autorise l'application de clauses d'exécution du contrat à caractère social ou liées à l'emploi).

¹ Source : Gender-responsive public procurement in the EU, 2022 – European Institute for Gender Equality.



2. Conception d'écoles secondaires en tenant compte de la dimension du genre (Gironde, France)²

Contexte

La loi française pour l'égalité entre les femmes et les hommes (n° 2014-873) a réaffirmé le rôle des collectivités territoriales, et la nécessité d'une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes. Un décret national (n° 2015-761) a précisé le rôle des départements dans l'intégration d'une telle approche. Le président du conseil départemental présente un rapport annuel sur la situation de l'égalité entre les femmes et les hommes et fixe les orientations et les programmes pluriannuels pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le Département de la Gironde a adopté un plan d'action pluriannuel pour l'égalité entre les femmes et les hommes en octobre 2016, incluant des actions pour lutter contre les inégalités sur le marché du travail. Sur cette base, la Gironde a inscrit la promotion de l'égalité femmes-hommes dans son plan collégial.

Objectifs de la passation de marché

Pour chaque appel d'offres relatif aux travaux de construction d'une école secondaire, en plus du programme technique de construction, une note sur le genre a été préparée.

L'objectif était de s'assurer que pour tous les travaux de construction ou de rénovation :

- l'utilisation des différents espaces de l'école par les filles et les garçons soit prise en compte
- les éventuelles différences de genre dans les espaces que les filles et les garçons pourraient occuper soient mises en évidence ;
- toutes les solutions (par exemple, le mobilier ou l'utilisation prévue des différents lieux) visent à combler ces écarts ou, à tout le moins, permettre une utilisation équilibrée des espaces ;
- un dialogue s'est instauré entre les concepteurs, les autorités départementales et le conseiller en matière de genre pendant la mise en œuvre des travaux.

Le design inclusif contribue à supprimer les inégalités entre les sexes et à remettre en question les stéréotypes.

Description de la procédure

Sur la base des plans sélectionnés par le maître d'ouvrage, une note technique a été produite pour chaque école. Cette note contenait une analyse de l'espace proposé en fonction des questions de coéducation et d'égalité. A la suite de cela, des recommandations ont été faites pour un aménagement plus sensible à la dimension de genre de la structure globale du bâtiment, des espaces internes et de son utilisation.

Etape de la passation de marchés

- **Pré-procurement** : Le consultant en genre sélectionné a fourni une note technique pour la procédure de passation de marché afin de désigner des architectes pour le projet de construction/rénovation.

² Source : Gender-responsive public procurement in the EU, 2022 – European Institute for Gender Equality.



- **Passation des marchés** : La majorité des architectes ayant répondu à l'appel d'offres ont intégré des considérations de genre dans leurs propositions. L'accent a été mis au minimum sur les zones récréatives et sanitaires, bien que certains soumissionnaires aient appliqué une approche de genre à toutes les zones.
- **Post-procurement** : Le consultant en matière de genre a fourni un apport technique et des recommandations à l'architecte du projet de construction/rénovation.

Base légale

Directive 2014/24/UE, article 42 (en vertu duquel les pouvoirs adjudicateurs sont libres de définir des spécifications techniques relatives aux performances ou aux exigences fonctionnelles, à condition que les paramètres soient suffisamment précis pour permettre aux soumissionnaires de déterminer l'objet du marché et pour permettre aux pouvoirs adjudicateurs d'attribuer le marché).



3. Intégration de la perspective de genre dans les marchés publics au Pays basque (Espagne)³

Contexte

Le Pays basque adoptait en 2005 une loi pour l'égalité des femmes et des hommes et celle-ci a permis d'intégrer la dimension du genre dans les marchés publics. De plus, Emakunde, l'Institut basque des femmes, a été chargé de veiller au respect de la loi et a réalisé trois évaluations de l'intégration de la dimension de genre dans les marchés publics, en 2005, 2010 et 2015.

Emakunde a produit le premier guide sur les clauses d'égalité entre les sexes dans les marchés publics en 2013. Ce premier guide a été complété par un guide publié en 2014 sur l'égalité entre les sexes dans les marchés publics à l'intention des entreprises soumissionnaires.

En 2016, le Pays basque a adopté la loi relative à l'inclusion de clauses sociales dans les marchés publics, qui incluent des clauses d'égalité entre les sexes. En 2018, le gouvernement basque a approuvé le plan pour l'égalité entre les femmes et les hommes, et l'un de ses objectifs était d'augmenter le pourcentage de marchés publics comportant des clauses favorisant l'égalité des sexes.

En 2019, Emakunde a publié un guide actualisé qui était aligné sur le nouveau cadre réglementaire relatif aux clauses d'égalité des sexes dans les marchés publics. La même année, le gouvernement basque a approuvé un accord sur l'incorporation de clauses d'égalité salariale dans les marchés publics.

Objectifs attendus

Le défi que devait relever l'administration basque était d'intégrer une perspective de genre dans les processus de passation de marchés publics pour un large éventail de services, avec un triple objectif:

- 1) garantir le respect des réglementations européennes, nationales et régionales en matière d'intégration de la dimension de genre ;
- 2) réduire les inégalités entre les femmes et les hommes ;
- 3) faire en sorte que les dépenses liées aux marchés publics contribuent efficacement à la réalisation d'une société égalitaire entre les sexes.

Pour y remédier, le gouvernement basque, sous la houlette de son organisme chargé de l'égalité entre les hommes et les femmes, Emakunde, a élaboré une stratégie, qui comprend des lois, des politiques, des plans d'action, des lignes directrices, des formations, une nouvelle structure de soutien et un service d'assistance, ainsi qu'un recueil des meilleures pratiques.

Ces mesures visent à établir un cadre juridique complet et un plan d'action pour intégrer la perspective de genre dans le travail des autorités et administrations publiques au Pays basque.

En particulier, ces mesures les guideront :

- (1) en indiquant comment incorporer des clauses d'égalité de genre dans les marchés publics
- (2) en décrivant comment suivre et évaluer le processus de passation de marchés et l'exécution des contrats dans une perspective d'égalité de genre et
- (3) en leur fournissant des informations sur la façon dont ils peuvent intégrer la perspective de genre dans leurs activités.

³ Source : Gender-responsive public procurement in the EU, 2022 – European Institute for Gender Equality.



Impact social

- Une évaluation quinquennale a indiqué une augmentation du nombre de contrats comportant des clauses d'égalité des sexes : de 11 % en 2005 et 42 % en 2010 à 67 % lors de la dernière évaluation en 2015. Les données pour 2020 sont en attente.
- La loi, la politique, les plans et les lignes directrices élaborés par Emakunde sont devenus une référence pour les travaux ultérieurs de nombreuses autres autorités locales et régionales en Espagne.
- Les responsables des achats ont reçu des ressources (directives, matériel, formation, etc.) pour faciliter l'intégration d'une perspective de genre dans les processus de passation de marchés publics. Cela leur permet d'effectuer leur travail en accord avec le principe d'égalité des sexes.
- Les entreprises qui ont des contrats avec l'administration ont reçu des informations, des conseils et du matériel pour les aider à se conformer aux exigences en matière d'égalité entre les sexes et à internaliser le principe d'égalité entre les femmes et les hommes.
- Les citoyens, tant en tant que bénéficiaires des services publics que travailleurs dans les services sous contrat, obtiennent une série d'avantages, en fonction du type de clause et de contrat. Par exemple, depuis 2019, les entreprises ayant des contrats de plus de 120 000 euros passés avec l'administration publique basque sont obligées de prouver, lors de la phase d'attribution du marché, que les femmes et les hommes effectuant le même travail reçoivent le même salaire.

Enseignements tirés et recommandations

- L'approche du gouvernement basque en matière d'intégration du genre dans les marchés publics est transférable et reproductible, mais elle doit être adaptée à chaque contexte.
- Comme preuve de transférabilité, en 2017, la banque interaméricaine de développement a considéré l'approche du gouvernement basque en la matière comme l'une des quatre meilleures pratiques en matière d'égalité, du point de vue de sa transférabilité à d'autres pays.
- Il est recommandé que l'intégration de la dimension de genre dans les marchés publics soit considérée comme un processus à mettre en œuvre dans toutes les activités gouvernementales, en mettant en place un plan global avec des structures de soutien spécifiques, des lignes directrices et un renforcement des capacités.



4. Impact des formations et rapports sur l'égalité des sexes sur les procédures d'appel d'offres des communes bruxelloises (Région de Bruxelles-Capitale)⁴

Contexte

En 2007, le gouvernement fédéral belge a introduit une loi sur l'intégration de la dimension de genre. Le site de l'IEFH (l'Institut belge pour l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes) a également publié son premier guide sur les marchés publics, ainsi que deux manuels sur l'intégration du genre et la budgétisation sensible au genre.

Les élections municipales d'octobre 2018 ont vu une augmentation du nombre de femmes élues dans la Région bruxelloise et dans ses communes, grâce au renforcement de la législation, comme le système d'alternance entre femmes et hommes sur les listes électorales. Les 19 communes de la Région bruxelloise disposent chacune d'un conseiller en charge de l'égalité, ce qui s'est avéré crucial pour faire progresser l'égalité des sexes et l'intégration de la dimension de genre dans budgets et marchés publics.

En 2019, la Région bruxelloise a mis en place un test d'égalité des chances (test.equal.brussels), qui s'applique aux marchés publics et aux concessions d'une valeur supérieure à 30 000 euros. Le test d'égalité des chances vérifie si les questions d'égalité, y compris celles liées au genre, ont été traitées de manière adéquate dans la définition et l'attribution des marchés.

Objectifs que la bonne pratique vise à atteindre

Pour atteindre son objectif de faire progresser l'égalité des sexes, la Région bruxelloise a développé, au cours de la période 2014-2019, un plan d'action pour l'égalité des sexes et un test d'égalité des sexes, et a appliqué le gender budgeting. **Cela s'est accompagné de formations pour le personnel travaillant dans les domaines de l'égalité de genre (principalement des femmes) et des budgets (principalement des hommes) dans les différentes administrations et organisations publiques de la Région bruxelloise impliquées dans les marchés publics intégrant la dimension du genre.**

Description

Les membres du personnel travaillant sur l'égalité des sexes dans les communes de la Région bruxelloise participent à des formations d'une journée organisées par l'IEFH. Ces formations ont lieu deux ou trois fois par an sous l'égide de la loi de 2007 sur l'intégration de la dimension de genre.

Municipalité d'Uccle

La municipalité d'Uccle, dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres pour la rénovation d'un lieu public, a attribué des notes sur l'égalité des sexes dans la main-d'œuvre affectée au contrat. Le soumissionnaire a joint les CV des travailleurs proposés. **Le pouvoir adjudicateur a évalué l'adéquation des compétences de l'équipe, en mettant l'accent sur l'interdisciplinarité, et la composition de l'équipe en termes de genre.**

Cependant, un seul cabinet de conseil a soumis une offre, il a donc été difficile d'évaluer l'impact du critère d'attribution lié au genre.

Le service de la mobilité d'Uccle et son département de la promotion des espaces publics sont parmi les premiers services et départements à avoir été formés à la budgétisation sensible au genre. La présence d'une conseillère en égalité de genre et d'une femme chef de service a été jugée cruciale.

⁴ Source : Gender-responsive public procurement in the EU, 2022 – European Institute for Gender Equality.



Municipalité de Saint-Josse-ten-Noode

Pour la rénovation de son centre sportif municipal, la municipalité de Saint-Josse-ten-Noode a demandé aux soumissionnaires d'inclure une perspective de genre dans le processus de passation de marché.

- Les soumissionnaires devaient assurer un bon équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée des travailleurs
- Ils devaient aborder la question de l'insécurité des femmes dans le centre sportif, par exemple, en tenant compte :
 - de la répartition des femmes et des hommes dans les vestiaires et les salles de sport
 - l'emplacement des différents points d'accès au bâtiment pour les femmes et les hommes
 - et le choix d'équipements sportifs appropriés ou les types d'activités à proposer.

Le nouvel aménagement de l'espace public et de ses abords devait permettre de réduire l'insécurité des femmes (par exemple, grâce à l'éclairage, à la signalisation ou à la conception d'un espace ouvert assurant une bonne visibilité).

Le cahier des charges de la rénovation du centre sportif municipal prévoyait également une salle polyvalente équipée de matériel informatique et de mobilier adapté pour les jeunes et les adultes, ainsi qu'un espace de co-working pour permettre aux parents de travailler pendant les activités de leurs enfants.

Impacts sociaux

- Environ 60 personnes ont été formées sur le thème du genre dans les marchés publics en Belgique depuis 2007, dont presque la moitié à Bruxelles. Les 19 communes de la Région bruxelloise ont régulièrement participé aux formations organisées par l'IEFH. Cependant, à ce jour, seules les communes d'Uccle et de Saint-Josse-ten-Noode ont intégré les aspects de genre dans les procédures d'appel d'offres.
- Les impacts sociaux des deux procédures d'appel d'offres municipales n'ont pas été évalués à ce jour, car elles n'ont commencé qu'en 2020.

Enseignements tirés et recommandations

- L'inscription à l'agenda politique de l'égalité des sexes dans les marchés publics prend du temps et doit impliquer le plus grand nombre d'acteurs possible.
- Les bonnes pratiques sont essentielles au niveau local pour montrer l'exemple. Les représentantes élues ont été un moteur du changement en raison de leur engagement et de leur détermination à atteindre une égalité réelle.
- Une législation forte et applicable à tous les niveaux de gouvernement est essentielle pour développer des marchés publics et des clauses environnementales, sociales et éthiques sensibles au genre.

Liens

- IEFH publications: www.iefh.belgium.be
- Gender budgeting in the Brussels Region: <http://finances-budget.brussels/genderbudgeting>



5. Autres bonnes pratiques à l'étranger

- En Allemagne⁵, dans le cadre des critères d'attribution pour les techniciens en cardiologie, la faculté de médecine de Hanovre a attribué à la promotion de l'égalité des sexes : 5 points sur un total de 50 points attribués. **Les soumissionnaires ont été invités à soumettre des informations spécifiques sur la promotion de l'égalité des chances avec leur offre.** Dans le cadre de l'évaluation de l'offre, les informations fournies par les différents soumissionnaires se sont ensuite vues attribuer des points. Ce critère est inclus dans environ 40 appels d'offres par an pour des produits et des services.
- Au Portugal⁶, dans la stratégie nationale d'innovation et de modernisation de l'État et de l'administration publique pour 2020-2030, l'objectif stratégique 7 ("Promouvoir l'innovation dans la gestion publique") comprend la mesure 7.4 : "Incorporer la perspective de genre comme dimension centrale de modèles de gestion innovants". Cette stratégie ne fait pas explicitement référence aux marchés publics, mais elle s'y applique. Elle exige la réalisation des objectifs suivants d'ici à 2023 : **la tenue de deux réunions du comité de réflexion avec des conseillères et des conseillers en matière d'égalité des ministères en 2021, toutes les données administratives produites par le gouvernement central devant être ventilées par sexe et par genre.**
- En Suède⁷, l'Association suédoise des autorités locales et des régions (SALAR) a produit des documents de soutien à utiliser dans les marchés publics régionaux et locaux. **Ces documents mentionnent spécifiquement l'égalité des sexes comme un "facteur de qualité" qui apporte une valeur ajoutée à l'offre.** La section des documents d'appui intitulée "Les marchés publics pour l'égalité des sexes" contient des exemples d'égalité des sexes dans les marchés publics et une liste de contrôle concrète.
- **Aux Pays-Bas⁸**, la ville de La Haye a attribué un accord-cadre comportant quatre lots ; ceux-ci comprenaient **des spécifications techniques et des critères d'attribution visant la diversité de la main-d'œuvre, y compris sur la base du sexe et d'autres motifs.** Les lots ont été séparés de manière à encourager le recrutement du sexe traditionnellement sous-représenté, par exemple les femmes dans l'informatique et les hommes dans les services de nettoyage.

⁵ Source : : EIGE, 2023, <https://eige.europa.eu/gender-mainstreaming/toolkits/grpp/award-criteria>

⁶ Source : Gender-responsible Public Procurement : Step-by-step toolkit.

⁷ Ibidem.

⁸ Ibidem.